

Communiqué de presse

Le Kirghizstan veut se joindre à la lutte contre la barbe et le Niqab en Asie centrale

(Traduit)

Lors de l'inauguration du nouveau bâtiment de l'administration du Comité d'État pour la sécurité nationale dans le district de Panfilov à Chui, le président du Comité d'État pour la sécurité nationale Kamchybek Tashiev a exprimé son opinion selon laquelle le niqab et la barbe longue devraient être interdits. Selon lui, "les habitants du Kirghizstan n'ont jamais porté de niqab, et les hommes âgés de 20 à 25 ans n'ont pas laissé pousser leur barbe jusqu'au nombril. Actuellement, on tente d'introduire au Kirghizstan les coutumes d'autres pays et d'autres mouvements religieux".

Auparavant, la députée de Jogorku Kenesh, Sharapatkan Mazhitova, avait préparé un projet de loi sur l'interdiction du port du voile et de la barbe longue au Kirghizstan et l'avait soumis à un débat public. Elle a souligné l'importance de ces mesures pour la sécurité du pays. Le projet de loi recommande une amende de 2 000 soms ou 30 jours de travaux d'intérêt général pour les personnes qui enfreignent la règle.

Mazhitova a critiqué les femmes portant le niqab lors de la session du 7 septembre. Elle a donné l'exemple de l'interdiction du port du niqab par le Parlement ouzbek et a souligné la nécessité de prendre des mesures similaires au Kirghizstan.

Le Conseil des érudits musulmans du Kirghizstan a quant à lui publié une déclaration concernant ce projet de loi. Cette déclaration précise que le niqab n'est pas obligatoire et que de nombreuses personnes ne peuvent même pas atteindre le niveau du voile. Il a été souligné que se laisser pousser la barbe est l'une des sunnahs du Messenger d'Allah, et que garder la barbe est un devoir moral. Il apparaît donc clairement que le principal initiateur de ce projet de loi est le gouvernement officiel.

On sait que les gouvernements du Turkménistan, du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan ont combattu l'islam sous prétexte de se laisser pousser la barbe et de porter le niqab. Et maintenant, le gouvernement kirghize est sur le point de rejoindre cette guerre. Dans ces pays, les personnes qui prient, se laissent pousser la barbe et les femmes qui portent le hijab sont convoquées par le gouvernement local, et un "travail de démonstration" est effectué avec eux, jusqu'à ce jour. Il arrive souvent que des policiers arrêtent des hommes barbus marchant dans la rue et les emmènent au poste de police sous prétexte d'"extrémisme religieux".

Naturellement, la lutte des autorités d'Asie centrale contre l'Islam n'a pas commencé récemment, et elle a peut-être commencé après l'élimination de leurs opposants et l'instauration de régimes dictatoriaux. Par exemple, le président de l'Ouzbékistan, Karimov, a entamé une bataille à grande échelle contre l'Islam et les musulmans, après avoir organisé l'attentat à la bombe du 16 février 1999. Il a tenté de détruire les valeurs islamiques dans la société sous le prétexte de lutter contre le terrorisme. Il a sévèrement combattu la barbe des hommes et le voile des femmes, et il a interdit aux élèves des écoles et des universités de se rendre à la mosquée et de recevoir un enseignement religieux. Le 5 septembre, le Parlement de l'Ouzbékistan a présenté un projet de loi visant à appliquer des sanctions administratives aux femmes qui portent le niqab.

Le tyran du Tadjikistan, Emomali Rahmon, a également interdit de donner des noms islamiques aux nouveau-nés, sous prétexte de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme. Le gouvernement tadjik a rasé la barbe de dizaines de milliers d'hommes et retiré de force le voile de milliers de femmes.

Au Turkménistan, le gouvernement perquisitionne les domiciles des citoyens qu'il considère comme "religieux" et confisque tous les types de littérature religieuse autres que le Saint Coran. Le gouvernement du Turkménistan n'a rien à envier à l'Ouzbékistan et au Tadjikistan dans sa guerre contre l'islam et les musulmans. Il est devenu habituel de raser de force la barbe des hommes musulmans de moins de 50 ans, de les forcer à boire de la vodka, de les battre sévèrement et de les priver de leur liberté pendant 7 à 8 ans sans aucun procès ni enquête. Il est également interdit aux employés civils et militaires d'accomplir des actes de culte tels que la prière, et ceux qui ne s'y conforment pas sont immédiatement expulsés et soumis à diverses pressions financières et physiques.

Au Kazakhstan, la lutte contre les valeurs islamiques s'est intensifiée après l'interdiction du port du hijab dans les écoles. Dernier incident en date, le 6 octobre, le ministère kazakh de la culture et de l'information a soulevé la question de l'interdiction du port du hijab et du niqab dans les lieux publics. Le tribunal a précisé qu'il s'agissait d'une question de sécurité nationale. Plus précisément, selon le ministère, il est extrêmement difficile de reconnaître les femmes qui se couvrent le visage en public.

Comme dans les pays voisins, les lois promulguées dans le domaine religieux au Kirghizstan visent principalement à restreindre l'islam et les musulmans. Le gouvernement kirghize prend également des mesures graduelles pour contrôler l'environnement islamique ancré dans la société. Au début, le gouvernement a inclus le groupe "Munkareen Muqrabeen" (repousser le munkar) qui dit : "Il n'est pas nécessaire pour une créature de promouvoir la vertu et de prévenir le vice qu'Allah a ordonné", il l'a ajouté à la liste des organisations "extrémistes" par l'intermédiaire du tribunal.

D'autre part, il a fait de l'obtention de l'autorisation du mufti et du ministère de l'intérieur une condition pour toute personne qui sort pour faire la dawah... Les prédicateurs ont donc été divisés en deux parties.

En effet, l'interdiction du niqab et de la barbe contredit les valeurs démocratiques qu'ils promeuvent. Plus précisément, la liberté de croyance et la liberté individuelle dans une démocratie qui garantit à une personne de pratiquer n'importe quelle religion et d'utiliser n'importe quel avantage. Ces valeurs sont la loi constitutionnelle de l'État laïque. Cependant, l'Occident a déjà commencé à abandonner cette idée sur la scène internationale. En d'autres termes, pour l'Occident, ces libertés ne s'appliquent qu'à tous, sauf à l'islam et aux musulmans. Par exemple, la liberté religieuse est accordée aux adorateurs de Satan ou à d'autres immoralités. Les non-musulmans sont autorisés à porter les vêtements qu'ils veulent et même à sortir nus dans la rue. Mais lorsqu'il s'agit de valeurs islamiques, la question est perçue différemment. L'interdiction du port du hijab dans les écoles françaises en 2004, l'expulsion des employées musulmanes des institutions publiques et l'interdiction du niqab dans les lieux publics en 2010 en sont la preuve ! Cela signifie que le régime démocratique et le régime autoritaire sont les deux faces d'une même pièce, c'est-à-dire que tous deux placent leur volonté au-dessus de la volonté du peuple ! En particulier, les événements en Irak, en Afghanistan, en Syrie et plus récemment à Gaza ont montré que les slogans de la liberté et des droits des femmes et des enfants ont été enterrés par les explosions de bombes.

En fait, les femmes musulmanes ne portent pas le niqab parce que les démocrates l'autorisent ou en raison de la liberté individuelle, mais plutôt parce qu'il s'agit d'une valeur islamique. De même, les musulmans ne se rasent pas la barbe en raison de l'interdiction des Kuffar ou de leurs agents de le faire. Au contraire, ils laissent pousser leur barbe en raison de la sounnah du Messenger d'Allah, qu'Allah le bénisse et lui accorde la paix. Parce que le Messenger d'Allah (saw) est un bon exemple pour chaque musulman dans tous les aspects de la vie, et par conséquent, nous devons résister à la guerre du gouvernement kirghize contre l'Islam sur la voie de la dictature, et parce que le gouvernement qui interdit le hijab et la barbe aujourd'hui, il est donc naturel que nos supplications, nos prières et notre jeûne soient également interdits demain.

Bureau des médias du Hizb ut Tahrir

au Kirghizstan

Site Web Officiel: <http://hizb-turkiston.net>

E-mail: webmaster@hizb-turkiston.net

Site Officiel du Hizb ut-Tahrir:

www.hizb-ut-tahrir.org

Site web du bureau central des médias du Hizb ut Tahrir:

www.hizb-ut-tahrir.info